

# Convention relative à la santé au travail

## Entre les soussignés :

**L'Association pour la Santé au Travail en Essonne (A.S.T.E)**, 22 rue Lavoisier  
ZAC de Montvrain 91540 MENNECY, représentée par Monsieur Bernard  
BOULEY agissant en qualité de Président, d'une part,

**Et Le SMOYS**, Place Roger Perriaud, Hôtel de ville 91700 Sainte Geneviève des bois,  
représentée par Monsieur Brahim OUAREM agissant en qualité de Président d'autre  
part.

## ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de prise en charge  
par l'ASTE des prestations de médecine de prévention réalisées au profit des  
personnels **du SMOYS**. Cette convention ne permet pas **au SMOYS** de siéger  
en qualité d'adhérent de l'Association.

## ARTICLE II : MISSIONS DU MÉDECIN DE PRÉVENTION

Les missions de médecine de prévention sont assurées par un médecin du  
travail de la qualification en médecine du travail, qui prend le nom de médecin  
de prévention dans la présente convention, et par les professionnels de santé  
associés pouvant être, le cas échéant : médecin collaborateur, interne en  
médecine du travail, ou infirmier(e) de santé au travail, tous appartenant à  
ASTE.

L'identité du médecin de prévention et des professionnels de santé associés  
précités est communiquée **au SMOYS** avant sa prise de fonction.  
Ultérieurement, l'ASTE s'engage à tenir préalablement informée. **Le SMOYS**  
de tout changement éventuel.

Le médecin exerce son activité dans le cadre des prescriptions en vigueur et  
visant notamment à assurer :

**A- La surveillance médicale des agents, selon les modalités suivantes :**

1. Les agents non exposés à des risques particuliers bénéficient d'une visite d'information et de prévention effectuée par une infirmière.

À l'issue de cette visite, l'agent peut, dans certains cas, être réorienté vers le médecin de prévention.

Pour les agents dont le poste présente des risques particuliers pour leur santé ou leur sécurité, pour celles de leurs collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat du travail (art. R. 4624-22 du Code du travail), un avis d'aptitude devra être délivré avant l'embauche.

2. Un suivi individuel adapté à chaque agent :
  - Au moins tous les 5 ans, par le renouvellement de la visite d'information et de prévention. Le délai, qui prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé de l'agent, ainsi que les risques auxquels il est exposé, est fixé par le médecin de prévention dans le cadre du protocole mentionné à l'article L. 4624.
  - Un suivi individuel renforcé (SIR) à l'égard des agents occupant des postes présentant des risques professionnels spéciaux, sur proposition des agents concernés par **Le SMOYS**.
  - Le médecin de prévention définit la fréquence et la nature des visites que comporte ce suivi médical ; cette périodicité ne pourra pas dépasser le délai de 4 ans. Une visite intermédiaire est effectuée par un médecin collaborateur, un interne en médecine du travail, ou un infirmier, au plus tard 2 ans après la visite avec le médecin de prévention.
  - Dans le cas des travailleurs handicapés : l'agent est nécessairement adressé au médecin de prévention, qui décide de la périodicité et des modalités du suivi, qui n'excèdera pas une durée de deux ans.
  - Dans le cas des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes : les agents seront nécessairement adressés au médecin de prévention à l'issue de la visite d'information et de prévention, ou, à tout moment selon le souhait de l'agent, afin de proposer d'éventuels aménagements du poste de travail ou l'affectation temporaire à d'autres postes.
3. Une visite médicale de reprise du travail est réalisée par le médecin de prévention :
  - après un congé de maternité ;
  - après une absence pour cause de maladie professionnelle ;
  - après une absence d'au moins 30 jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnels.

**NB** : En vue de favoriser le maintien dans l'emploi des agents en arrêt de travail d'une durée de plus de 3 mois, une visite de pré-reprise pourra être organisée par le médecin de prévention à l'initiative du médecin traitant, du médecin-conseil des organismes de sécurité sociale ou de l'agent.

Le médecin de prévention peut préconiser des examens médicaux complémentaires qu'il juge utiles pour préciser son conseil médical spécialisé relatif à la compatibilité entre l'état de santé de l'agent et les caractéristiques de l'environnement de travail, au suivi d'une exposition professionnelle, au dépistage d'une maladie professionnelle ou d'une maladie dangereuse pour l'entourage. Dans un but exclusif de prévention des risques professionnels, il peut proposer ou pratiquer des vaccinations en milieu du travail.

La convocation des agents aux visites médicales s'effectue sous l'autorité du **SMOYS** ces visites ont un caractère obligatoire.

Le médecin de prévention a un rôle de proposition et non de décision en ce qui concerne la compatibilité entre l'état de santé des agents et leur poste de travail (adaptation des postes, saisine du comité médical départemental...). Si ces propositions ne sont pas agréées par l'administration, celle-ci doit motiver son refus et le CSE doit être informé de ce refus.

Les examens d'aptitude à l'emploi public lors des embauches relèvent pour leur part de la médecine statutaire et sont assurés par des médecins agréés par l'administration.

#### **B - L'action sur le terrain ou en milieu professionnel :**

Une équipe de préventeurs composée d'ingénieur HSE, psychologue, ergonomiste, et de professionnels en métrologie ou en addictologie pourra intervenir au sein du **SMOYS** à la demande et sous la responsabilité d'un médecin du travail de l'ASTE.

Le médecin de prévention coordonnera toutes les actions en milieu de travail.

À ce titre :

- il procèdera, par des visites de locaux et des postes de travail, à l'étude du milieu professionnel en collaboration avec les services de prévention,
- il participera à la mise à jour des fiches relatives aux risques professionnels des laboratoires et services,
- il participera à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels

- il donnera son avis sur l'aménagement des postes de travail,
- il procèdera, en relation avec le conseiller de prévention, à des enquêtes après accidents de travail et maladies professionnelles,
- il participera aux réunions et travaux du Comité Social et Economique du **SMOYS** dont il est l'invité permanent avec voix consultative

Par ailleurs, le médecin de prévention :

- est consulté sur les projets importants de construction ou d'aménagement des bâtiments et sur les modifications importantes apportées aux équipements, susceptibles d'entraîner une modification des conditions de travail,
- doit être informé des substances chimiques utilisées,
- doit recevoir du chef d'établissement le document de suivi des risques professionnels qui retrace l'exposition professionnelle de chaque agent,
- peut, à la demande, participer aux réunions de travail, journées de formation et d'information organisées par le **SMOYS**

#### C- Mission de conseil :

Le médecin de prévention exerce une mission de conseil relative à :

- l'hygiène et la sécurité des postes de travail, l'hygiène et la santé publique,
- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine,
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Il rédige un rapport annuel d'activités qu'il adresse au **SMOYS**.

Le médecin de prévention :

- doit être informé des réunions du comité médical et de la commission de réforme dont relève le personnel du **SMOYS** et peut demander la communication du dossier médical, dès lors que ces instances traitent du dossier d'un agent dont il est chargé d'assurer la surveillance médicale,
- peut présenter des observations écrites ou assister aux réunions du comité médical et de la commission de réforme.

### ARTICLE III : CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS DU MÉDECIN DE PRÉVENTION

Le médecin de prévention conserve, pendant l'exercice de sa mission vis-à-vis des personnels du **SMOYS** la qualité de salarié de l'ASTE.

L'ASTE recrute, gère et rémunère le médecin de prévention.

L'effectif à surveiller correspond à celui déclaré par le **SMOYS** lors de la signature de la convention et chaque année lors de l'appel d'effectif au 1<sup>er</sup> janvier.

Toutefois, il appartient au **SMOYS** et sous sa responsabilité de déclarer à l'ASTE les personnes à surveiller par catégorie et risques professionnels. Il appartient également au **SMOYS** de signaler les embauches, les reprises du travail après maladie ou après accident du travail.

Le médecin de prévention est techniquement indépendant et soumis au secret professionnel. Il aura accès aux locaux du **SMOYS** et pourra se mettre librement en relation avec l'ensemble des personnels quelle que soient leur position hiérarchique et leur fonction et recevoir d'eux tous renseignements utiles à l'exécution de sa mission.

Le médecin du travail est tenu à la confidentialité à l'égard de tout tiers sur les informations liées aux activités du **SMOYS** dont il aurait connaissance au cours de réunions et visites des locaux.

Il n'effectue pas de soins, hors les urgences.

Les visites médicales sont effectuées **au centre médical d'Evry- Courcouronnes**.

### ARTICLE IV: MONTANT DE LA PRESTATION

Le **SMOYS** s'acquittera d'une participation forfaitaire annuelle au coût de fonctionnement de l'Association. Le règlement est effectué annuellement, sur présentation des factures correspondantes adressées par l'ASTE au **SMOYS** dans un délai maximum de 45 jours à partir de la date de réception de la facture. Une régularisation pourra être effectuée si le nombre de salariés est supérieur à celui déclaré.

Les sommes dues à l'Association par le **SMOYS** supportent la T.V.A (le taux actuel est de 20%).

Le montant de la participation annuelle au coût de fonctionnement et d'autres éléments accessoires de tarifications, décidé par le Conseil d'administration de l'Association, est notifié au **SMOYS** au début de chaque année, pour application à l'année civile en cours.

**ARTICLE V: DURÉE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 pour une période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2022 au 31 décembre 2022.

Elle est renouvelée par tacite reconduction, d'année civile en année civile soit une première fois du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, une deuxième fois du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Sa durée totale ne peut excéder trois ans ; par conséquent elle prendra fin au 31 décembre 2024 au-delà de laquelle une nouvelle convention doit être établie.

En cas de dénonciation par l'une ou par l'autre des parties, un préavis de 3 mois devra être respecté et signifié par lettre RAR. Cette résiliation ne pouvant intervenir qu'en fin d'année civile en cours.

**ARTICLE VI : LITIGES**

Tout litige éventuel entre les parties de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention sera soumis par la partie la plus diligente, à défaut de résolution amiable, au tribunal administratif seul compétent.

**ARTICLE VII : CLAUSE DE NON-DÉBAUCHAGE**

Pendant la durée de la présente convention, et pendant une période de trois ans à compter de sa cessation, le **SMOYS** s'engage à ne pas faire de proposition d'embauche, directement ou indirectement, ou de collaboration sous quelque forme que ce soit à un quelconque salarié de l'Association.

Fait à Mennecy, le 26/09/2022

Pour le SMOYS

Le Président

Brahim OUAREM

Pour l'ASTE

Le Président

Bernard BOULEY



## ANNEXE 1

### **Participation annuelle au coût de fonctionnement de l'Association. Modalités des versements**

#### **Calcul du montant de la participation annuelle pour l'année civile 2022 :**

Cotisation interentreprises (\*) x total de l'effectif déclaré par le SMOYS Frais de dossier x nouveaux agents déclarés par le SMOYS (Les frais de dossier ne sont redevables qu'une seule fois : à l'entrée en relation avec l'ASTE pour chaque salarié déclaré ; à chaque déclaration d'un nouvel embauché.)

Le montant total de la participation annuelle pour l'année 2022 est donc le suivant :

$$\frac{94.40 \text{ €} \times 5 \text{ agents SI} \times 4}{12} = 157.33 \text{ € H.T.} + 20\% = 188.79 \text{ € T.T.C.}$$

$$106.60 \text{ €} \times 0 \text{ agents SIR} = 0 \text{ € H.T.} + 20\% = 0 \text{ T.T.C.}$$

$$19.00 \times 5 \text{ agents} = 95.00 \text{ € H.T.} + 20\% = 114.00$$

**Soit un Total de 302.80 € T.T.C**

(\*) : Fixée par le Conseil d'administration de l'Association à la fin de chaque année N-1, puis approuvé par l'Assemblée générale de l'Association, au cours de l'année N.

**Nota** : Toute absence à un rendez-vous, non excusé par l'employeur au plus tard 2 jours ouvrés avant la date fixée de ce rendez-vous ou ne relevant pas d'un cas de force majeure dûment justifié, sera facturée 88€ H.T.

#### **Modalités du règlement de la participation annuelle :**

Le montant de la participation annuelle forfaitaire sera réglé à l'Association en début d'année.

Des factures de régularisation pourront éventuellement être émises en cours ou en fin d'année civile, pour le règlement des autres éléments de tarification ; notamment :

- Nouvelles embauches
- Absences aux rendez-vous, etc....

Les règlements et versements à l'Association, prévus par la présente convention, sont effectués par mandat administratif.

**Le SMOYS s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les échéances, prévues par la présente convention ou fixées ultérieurement, soient scrupuleusement respectées.**

## ANNEXE 2

### **Participation annuelle au coût de fonctionnement de l'Association. Modalités des versements**

#### **Calcul du montant de la participation annuelle pour l'année civile 2023 :**

Cotisation interentreprises (\*) x total de l'effectif déclaré par Le SMOYS Frais de dossier x nouveaux agents déclarés par le SMOYS (Les frais de dossier ne sont redevables qu'une seule fois : à l'entrée en relation avec l'ASTE pour chaque salarié déclaré ; à chaque déclaration d'un nouvel embauché.)

Le montant total de la participation annuelle pour l'année 2023 est donc le suivant :

**94.40 € x 5 agents SI = 472.00 € H.T. + 20% = 566.40 € T.T.C**

**106.60 € x 0 agents SIR = 0 H.T + 20% = 0 T.T.C**

**Soit un Total de 566.40 € T.T.C**

**\*sous réserve de modification de la cotisation pour l'année 2023.**

(\*) : Fixée par le Conseil d'administration de l'Association à la fin de chaque année N-1, puis approuvée par l'Assemblée générale de l'Association, au cours de l'année N.

**Nota** : Toute absence à un rendez-vous, non excusé par l'employeur au plus tard 2 jours ouvrés avant la date fixée de ce rendez-vous ou ne relevant pas d'un cas de force majeure dûment justifié, sera facturée 88€ H.T.

#### **Modalités du règlement de la participation annuelle :**

Le montant de la participation annuelle forfaitaire sera réglé à l'Association en début d'année.

Des factures de régularisation pourront éventuellement être émises en cours ou en fin d'année civile, pour le règlement des autres éléments de tarification ; notamment :

- Nouvelles embauches
- Absences aux rendez-vous, etc....

Les règlements et versements à l'Association, prévus par la présente convention, sont effectués par mandat administratif.

Le SMOYS s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les échéances, prévues par la présente convention ou fixées ultérieurement, soient scrupuleusement respectées.